Questions orales

Je voudrais cependant ajouter que de façon générale, ce serait une grave erreur pour les gouvernements provinciaux et les administrations municipales de rester les bras croisés et d'espérer que le gouvernement fédéral vienne les dépanner à coups de centaines de millions de dollars. Tout comme le gouvernement fédéral, les administrations municipales et les gouvernements provinciaux ont le pouvoir d'emprunter. S'ils ont des projets valables pour la collectivité, je les encourage à aller de l'avant, à emprunter de l'argent sur le marché, à l'instar du gouvernement fédéral, et à construire ces installations dont la collectivité a besoin. Il ne faut pas attendre que le gouvernement fédéral finance tout ce qui se fait au Canada.

• (1440)

Je le répète, le gouvernement fédéral a mis de côté, en octobre dernier, plus de un milliard de dollars, qui s'ajoutent à toutes les sommes déjà prévues et qui seront consacrés à la création directe d'emplois. C'est une somme considérable que nous consacrons à une foule de programmes de création d'emplois partout au Canada. J'espère que les municipalités et les gouvernements provinciaux feront leur part et s'efforceront, pendant la récession, de stimuler l'économie en réalisant des projets qu'ils peuvent financer eux-mêmes et qu'ils ne se contenteront pas d'attendre des subventions du gouvernement fédéral. Cela dit, je prends bonne note des instances du député. Comme je l'ai dit, j'étudierai sérieusement sa suggestion, comme toutes les autres suggestions formulées par d'autres députés.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU**LE PROJET D'IMPOSER LES AVANTAGES DES HABITANTS DU NORD**

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Madame le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. Son collègue, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, a annoncé en son nom la semaine dernière la décision de frapper d'un nouvel impôt très important les habitants du Nord. Cette mesure augmentera la charge fiscale du travailleur moyen employé dans l'industrie minière et extractive de \$2,000 à \$3,000 par année.

Le ministre peut-il indiquer à la Chambre pourquoi il a choisi ce moment pour imposer ces Canadiens, qui sont déjà lourdement touchés par une conjoncture dont les effets sont multipliés lorsqu'ils atteignent le Nord? Pourquoi a-t-il décidé d'appliquer cet impôt maintenant?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, je voudrais dire trois choses au député. Premièrement, l'annonce n'a pas été faite par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien en mon nom. Je l'ai faite moi-même, mais j'y ai associé le ministre et le ministre d'État (Mines).

Deuxièmement, l'impôt ne rapportera pas les \$2,000 ou \$3,000 par personne avancés par le député.

Troisièmement, il n'y a pas d'impôt. Le décret d'exemption continuera de s'appliquer en 1983 et, en fait, il est étendu aux travailleurs qui n'en bénéficiaient pas en 1982. Ils auront droit en 1983 à une exemption dont ils ne pouvaient pas se prévaloir en 1982.

L'imposition des avantages ne commencera qu'en 1984 et de façon graduelle, à raison de 25 p. 100 par année. Par conséquent, la première année, elle ne sera que de 25 p. 100 des avantages imposables. Les chiffres dont a parlé le député sont assez faibles et je voudrais qu'il garde cela à l'esprit lorsqu'il étudie les mesures qui ont été prises, car, à mon avis, elles sont tout à fait justes vis-à-vis des gens du Nord qui bénéficiaient de ce décret de remise.

M. Oberle: Voilà une bien étrange logique. Le ministre prétend qu'il s'agit d'un impôt qui a toujours existé, mais qui n'a jamais été versé et que, du fait qu'il n'a jamais été versé, il ne s'agit pas d'un nouvel impôt. J'ai sans doute rêvé lorsque, la semaine dernière, j'ai assisté à la conférence de presse du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, d'ailleurs diffusée par certaines stations du service du Nord de Radio-Canada. Il a pourtant annoncé un nouvel impôt au nom du ministre des Finances.

En fait, il ne s'agit pas d'une lourde imposition lorsqu'on la calcule mensuellement, comme l'a fait le ministre, mais lorsqu'on multiplie par 12, on arrive à \$2,000 ou \$3,000 pour le contribuable moyen, pour le travailleur moyen. Il n'y a pas de si ni de mais.

LES RAISONS DE LA MODIFICATION

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Madame le Président, le ministre des Finances a-t-il tenu compte du fait que les propriétaires de maisons du Nord doivent déboursier entre \$200 et \$300 pour chauffer leurs maisons, qu'il payent \$4 le gallon d'essence et que le prix du transport quadruple souvent le prix des denrées essentielles? Y a-t-il la moindre justice dans ce régime fiscal? Pourquoi n'a-t-on pas cherché à faire preuve de logique en modifiant la loi sur l'impôt au lieu de remplacer le décret d'exemption?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Madame le Président, je rappelle à mon collègue que la plupart des habitants du Nord ne profitent jamais de ces avantages. Ils sont réservés à un très petit nombre de gens qui travaillent dans le Nord pour de grosses sociétés ou dans certaines administrations publiques. C'est donc une mesure de portée très limitée. Elle ne s'applique pas à la majorité des citoyens ou habitants du Nord. En fait, nous avons tenu compte de la grave récession que connaissent actuellement les industries de la région et c'est pourquoi nous n'imposerons pas ces avantages en 1983. Nous commencerons à les imposer graduellement à partir de 1984. Ils deviendront entièrement imposables sur une période de quatre ans.

En outre, nous avons fixé des plafonds pour les avantages tels que l'allocation de logements afin que les intéressés n'aient pas trop d'impôt à payer. J'invite mon collègue à examiner plus objectivement le plan annoncé et il en conclura que les chiffres qu'il a cités ne correspondent pas à la réalité.